

**TRANSPARENCY INTERNATIONAL
INITIATIVE MADAGASCAR**

Villa Huguette, Lot II U 86 (rdc), Cité Planton
Ampahibe, 101 Antananarivo

**ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2017**

Objet de notre rapport:

N° 1632A/19/JL/RR

Du 20/05/19

Rado KAMBORE

Expert-Comptable
Intérieur

MAI 2019

SOMMAIRE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	1
ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE	1
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	2
ÉTAT DE VARIATION DES FONDS PROPRES	2
ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS	3
1. INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	4
3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7
4. SUBVENTIONS	7
5. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	8
6. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	9
7. COTISATIONS	9
8. CONSOMMABLES	9
9. SERVICES EXTÉRIEURS	10
10. CHARGES DU PERSONNEL	10
11. ETAT DES CHARGES PAR DESTINATION	11
12. PARTIES LIÉES	12
13. IMPÔT SUR LES REVENUS	12
14. INSTRUMENTS FINANCIERS	13
15. EVENTUALITÉS	13
16. SOURCES PRINCIPALES D'INCERTITUDE DANS LES ÉVALUATIONS	13
17. JUGEMENTS	13
18. APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS	14

Objet de notre rapport
N° 1632A/M/JL/RKR
Du 20/05/19
Rade RAYOLOBE
Expert-comptable Fiscaliste
Inscrit au Registre des Experts-Comptables

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2017

(en ariary)	Notes	2017	2016
ACTIFS			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	3	16 365 850,56	15 921 031,09
		16 365 850,56	15 921 031,09
Actifs courants			
Créances et autres débiteurs		4 245 671,34	4 476 574,11
Trésorerie	5	103 394 723,43	93 020 346,33
		107 640 394,77	97 496 920,44
Total Actifs		124 006 245,33	113 417 951,53
PASSIFS			
Passifs non courants			
Subventions d'équipement à plus d'1 an	4	8 378 924,64	10 151 015,97
		8 378 924,64	10 151 015,97
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	6	79 602 342,69	51 399 520,95
Subventions reçues d'avance	4	267 464 857,63	239 113 633,00
Subventions d'équipement à moins d'1 an	4	2 779 903,83	1 007 812,50
		349 847 104,15	291 520 966,45
Total Passifs		358 226 028,79	301 671 982,42
FONDS PROPRES			
Cumul des résultats antérieurs		-188 254 030,89	-83 427 039,05
Déficit net de la période		-45 965 752,57	-104 826 991,84
Total Fonds Propres		-234 219 783,46	-188 254 030,89
Total Passifs et Fonds propres		124 006 245,33	113 417 951,53

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

Période du 01/01/17 au 31/12/17

(en ariary)	Notes	2017	2016
Cotisations des membres	7	260 000,00	510 000,00
Subventions	4	681 244 204,47	338 072 971,33
Autres produits		10 435 174,30	22 903 003,44
Total des revenus		691 939 378,77	361 485 974,77
Consommables	8	(24 054 178,00)	(11 564 408,00)
Services extérieurs	9	(492 806 849,65)	(297 952 525,32)
Impôts et taxes		(794 000,00)	(2 272 000,71)
Charges de personnel	10	(214 981 462,59)	(149 927 759,59)
Dotations aux amortissements et provisions	3	(4 958 640,53)	(4 180 789,27)
Charges financières		(310 000,57)	(415 483,72)
Total des dépenses	11	(737 905 131,34)	(466 312 966,61)
Déficit net de la période		(45 965 752,57)	(104 826 991,84)

Les notes de l'Annexe numérotées de 1 à 18 font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Période du 01/01/17 au 31/12/17

(en ariary)	Notes	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Encaissements reçus des membres et des bailleurs de fonds		715 000 052,10	513 572 759,88
Sommes versées aux fournisseurs, au personnel, à l'Etat et aux autres créiteurs		-700 131 083,30	-441 008 554,34
Décaissement pour remboursement de reliquat			386 088,00
Dons			19 937 000,00
Cotisations		260 000,00	510 000,00
Produits financiers		247 618,30	229 996,84
Intérêts et autres frais financiers payés		-23 750,00	
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		15 352 837,10	93 527 290,38
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles		-4 978 460,00	-16 531 886,68
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		-4 978 460,00	-16 531 886,68
Incidences des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités			55 198,19
Variation de trésorerie de la période		10 374 377,10	77 050 601,89
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		93 020 346,33	15 969 744,44
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		103 394 723,43	93 020 346,33
Variation de trésorerie de la période	5	10 374 377,10	77 050 601,89

ÉTAT DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Exercice clos le 31 décembre 2017

(en ariary)	2017	2016
Situation au début de la période	-188 254 030,89	-83 427 039,05
Déficit net de la période	-45 965 752,57	-104 826 991,84
Situation à la fin de la période	-234 219 783,46	-188 254 030,89

Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité du Comité Directeur de l'Association. L'Assemblée Générale a autorisé leur publication le _____.


Solofo RAKOTOSEHENO
Trésorier




Alex RAFAMATANANTSOA
Président

Les notes de l'Annexe numérotées de 1 à 20 font partie intégrante des états financiers.

Objet de notre rapport
 N° 1632 A/19/17/1/RKR
 Du 20/05/19
Rado RAKOTOBE
 Expert-Comptable et Financier
 10, rue de l'Indre

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 décembre 2017

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transparency International Initiative Madagascar (« TI-IM ») est une Association civile privée à but non lucratif de nationalité malgache créée en 2002, régie par l'ordonnance n°60-133 du 03 octobre 1960.

Elle a son siège social au Lot II U 86 (rdc), Villa Huguette, Cité Planton, Ampahibe, 101 Antananarivo.

Elle a comme mission, en accord avec celle de Transparency International de Berlin en Allemagne (« TI-Berlin ») :

- de contrôler la corruption dans les transactions économiques afin d'encourager la justice et l'honnêteté sur le plan national et international ;
- d'insérer un réseau d'intégrité dans la texture de la société malgache afin de parvenir à des réformes de systèmes, moyen efficace et réaliste pour endiguer la corruption.

Après toutes les procédures, la section nationale malgache a eu sa ré-accréditation le 17 octobre 2016 pour une durée de trois années.

Les activités de 2017 ont concerné principalement :

- l'amélioration des moyens d'existence des hommes et des femmes affectés par les pratiques de corruption dans l'administration des terres et les transactions foncières en Afrique, grâce à la sécurité d'occupation et l'accès juste et équitable à la terre dans les zones rurales, périurbaines et urbaines, du 1er janvier au 31 décembre 2017 « LCA » financée par TI-S ;
- l'achèvement du projet « Promoting integrity in public procurement in Madagascar through effective transparency and accountability mechanisms » (PIPP), financé par l'Ambassade de Royaume Uni; du 15 juin 2016 au 31 janvier 2017 ;
- l'achèvement du projet du renforcement de la bonne gouvernance dans les secteurs Mines artisanales et exploitation forestière (RGMF), financé par le programme PAGE-GIZ, du 04 mars 2016 au 30 avril 2017 ;
- l'achèvement du projet de la promotion de la bonne gouvernance communale en région DIANA (PBGCD), financé par le programme ProDéCID-GIZ, du 25 mai 2016 au 31 janvier 2017 ;
- l'achèvement du projet de l'amélioration de la gestion budgétaire communale, de la redevabilité et des services rendus aux citoyens grâce à la gestion transparente et inclusive dans trois communes de la Région Atsimo Andrefana à Madagascar (AGBC), financé par Canada Fund for Local Initiatives (CFLI) du 01 juillet 2016 au 28 février 2017 ;
- la subvention sur le projet "Ohatrinona ny tetibolan'ny Kaominina misy ahy?" ou Quel est le budget de ma commune? (QBC) financé par PISCCA Ambassade de France du 01 juillet 2016 au 30 septembre 2018 ;
- l'achèvement du projet " to produce communication materials and a campaign to create awareness on the lack of and the need for higher representation of women in key positions ", WLCA financé par TI-S du 14 novembre 2016 au 30 avril 2017, renouvelé en novembre 2017 pour se terminer au 30 juin 2018 ;
- la transparence des rémunérations des agents publics, TRAP financé par le Fonds commun multi-bailleurs du 24 décembre 2016 au 30 juin 2017 ;
- le global Anti-Corruption Consortium Project, financé par OCCRP de juillet à septembre 2017 ;

Objet de notre rapport

N° 1632 A / 191 J2 / RRR 22

Du 20/05/19

Rado RADOBE
Expert-Comptable et Financier
Immatriculé au Répertoire des Experts-Comptables et Financiers

- la mobilisation des jeunes dans le paysage Mahafaly sur l'éducation pour le développement durable, financé par WWF du 20 septembre au 31 décembre 2107 ;
- le soutien des initiatives de sensibilisation et de mobilisation des jeunes et des couches de population en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit, financé par PNUD du 01er octobre au 31 décembre 2107.

Les états financiers sont présentés dans la monnaie nationale (Ariary).

La durée de l'exercice comptable est de douze (12) mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les états financiers sont présentés dans la monnaie nationale malgache (ariary).

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis :

- en conformité avec le Plan Comptable Général 2005 (« PCG 2005 »), référentiel comptable en vigueur à Madagascar (cohérent avec les normes internationales IAS/IFRS) ; et
- suivant le principe du coût historique.

Les principales règles comptables sont présentées ci-après.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, détenues pour la production ou la fourniture de biens ou services, la location, ou l'utilisation à des fins administratives, sont présentées au bilan à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et du cumul éventuel des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures à leur acquisition sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, si elles ne font que restaurer le niveau de performance de l'actif. Par contre, elles sont ajoutées à la valeur comptable de l'actif si elles augmentent celle-ci, c'est-à-dire, quand il est probable que des avantages économiques futurs, supérieurs à ceux correspondant au niveau original de performance, iront à l'Entité.

Les amortissements pour dépréciation consistent en la répartition systématique en charges du montant des immobilisations sur leur durée d'utilité et suivant la méthode linéaire.

La durée d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés périodiquement. En cas de modifications importantes des estimations ou des prévisions antérieures, la dotation aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs est ajustée.

Dépréciations d'actifs

A chaque arrêté des comptes, il est apprécié s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif doit être estimée.

La valeur recouvrable d'un actif est évaluée à la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité d'un actif est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité. Dans le cas où il ne serait pas possible de déterminer le prix de vente net d'un actif, sa valeur recouvrable est considérée comme égale à sa

Objet de notre rapport

N° 1632 A / 19 / JL / RR

Du 20/05/19

Rade RAMBOBE
Expert-Comptable Financier
Membre du Collège National de l'Ordre

valeur d'utilité. Dans le cas où l'actif ne générerait pas directement de flux de trésorerie, sa valeur recouvrable est déterminée sur la base de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable nette d'amortissement pour dépréciation, cette dernière doit être ramenée à sa valeur recouvrable. Le montant de l'excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable constitue une perte de valeur ; celle-ci est constatée par la diminution dudit actif et par la comptabilisation d'une charge.

A chaque arrêté des comptes, il est apprécié s'il existe un indice montrant qu'une perte de valeur, comptabilisée pour un actif au cours d'exercices antérieurs, n'existe plus ou a diminué. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif doit être estimée. La perte de valeur, constatée sur un actif au cours d'exercices antérieurs, est reprise en produit dans le compte de résultat lorsque la valeur recouvrable de cet actif redevient supérieure à sa valeur comptable. La valeur comptable de l'actif est alors augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable, sans toutefois pouvoir dépasser la valeur comptable nette d'amortissements qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours d'exercices antérieurs.

Opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies autres que l'Ariary sont enregistrées au taux de change de la date de transaction. Lorsque les créances et les dettes libellées en monnaies étrangères subsistent au bilan à la date de clôture de l'exercice, leur enregistrement initial est corrigé sur la base du dernier cours de change à cette date.

Les différences entre les valeurs initialement inscrites dans les comptes (coûts historiques) et celles résultant de la conversion à la date d'inventaire augmentent ou diminuent les montants initiaux. Ces différences constituent des charges financières ou des produits financiers de l'exercice.

Les écarts de change résultant d'une forte dévaluation ou dépréciation de la monnaie et qui affectent des passifs directement liés à l'acquisition récente d'actifs facturés dans une monnaie étrangère sont inclus dans la valeur comptable de l'actif concerné uniquement si les conditions suivantes sont remplies :

- la valeur comptable ainsi ajustée n'est pas supérieure au plus faible du coût de remplacement et de la valeur recouvrable de cet actif ;
- les passifs ne pouvaient être réglés ou ne pouvaient faire l'objet d'une couverture pour risque de change avant la survenance de la forte dévaluation ou dépréciation ;
- les actifs concernés ont été acquis dans les douze mois précédant la forte dévaluation ou dépréciation de la monnaie.

Le cours de change à la clôture de l'exercice des deux principales devises utilisées par l'Association est présenté dans le tableau suivant :

Le cours de change à la clôture de l'exercice des deux principales devises utilisées par l'Association est présenté dans le tableau suivant :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>	Variation
Euro	3 862,92	3 509,53	9,15%
USD	3 230,19	3 347,94	-3,65%

Les cours moyens se présentent comme suit :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>	Variation
Euro	3 512,82	3 516,50	-0,10%
USD	3 116,11	3 351,50	-7,55%

Objet de notre rapport
N° 1632A/AI/341RKE
Du 20/05/19
Radev RADOBOBE
Expert-Comptable et Financier
Intervenant Agréé par l'Ordre

Subventions

Les subventions sont comptabilisées en produits lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- (a) l'entité se conformera aux conditions attachées aux subventions ; et
- (b) les subventions ont été ou seront reçues.

Les subventions encaissées pour lesquelles la conformité aux conditions y attachées n'est pas encore acquise (ex : audit d'éligibilité des dépenses non encore effectué) sont présentées au passif en tant que subventions reçues d'avance.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au passif en tant que produits différés. Le virement en produits se fait au même rythme que l'amortissement de l'actif.

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produits au moment de leur encaissement dans la mesure où leur paiement n'est pas soumis à des dispositifs contraignants ; ou lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues.

Charges

Les charges sont des diminutions d'avantages économiques au cours de la période sous forme de consommations, de sorties, de diminutions d'actifs ou de survenance de passifs. Elles ont pour effet de diminuer les fonds propres autrement que par des distributions.

Les charges sont comptabilisées au compte de résultat sur la base d'une association directe entre les coûts encourus et l'obtention d'éléments spécifiques de produits. Une dépense qui ne peut pas être associée à un avantage économique futur est comptabilisée en charge dès sa réalisation. Les charges nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions.

Objet de notre rapport
N° 1632A/191 JL/RKR
Du 20/05/19
Rado KAKOTUBE
Expert-Comptable Titulaire
Institut National des Comptables

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier de bureau	Matériel informatique	Autre matériel	Total
COÛT				
1er janvier 2016	10 768 876,60	33 508 176,40	8 596 000,00	52 873 053,00
Acquisitions	3 808 886,68	12 723 000,00		16 531 886,68
Diminutions sur actifs sortis				
Au 31 décembre 2016	14 577 763,28	46 231 176,40	8 596 000,00	69 404 939,68
Acquisitions		4 985 860,00	417 600,00	5 403 460,00
Régularisations				
Au 31 décembre 2017	14 577 763,28	51 217 036,40	9 013 600,00	74 808 399,68
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS				
1er janvier 2016	-10 632 376,60	-30 470 742,72	-8 200 000,00	-49 303 119,32
Amortissements	-604 925,03	-3 179 864,24	-396 000,00	-4 180 789,27
Diminutions sur actifs sortis				
Au 31 décembre 2016	-11 237 301,63	-33 650 606,96	-8 596 000,00	-53 483 908,59
Amortissements	-867 827,12	-3 922 097,22	-168 716,19	-4 958 640,53
Moins cumul des amortissements sur actifs sortis				
Au 31 décembre 2017	-12 105 128,75	-37 572 704,18	-8 764 716,19	-58 442 549,12
VALEUR NETTE COMPTABLE				
31 décembre 2016	<u>3 340 461,65</u>	<u>12 580 569,44</u>		<u>15 921 031,09</u>
31 décembre 2017	<u>2 472 634,53</u>	<u>13 644 332,22</u>	<u>248 883,81</u>	<u>16 365 850,56</u>

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

Mobilier de bureau	25%
Matériel informatique	25%
Autre matériel	25% à 33%

4. SUBVENTIONS

Au passif - Subventions d'équipement différées

	2017	2016
Solde au 1er janvier	11 158 828,47	3 569 933,68
Nouveaux différés		11 158 000,00
Virés en produits		-3 569 105,21
Solde au 31 décembre	11 158 828,47	11 158 828,47

Au passif - Subventions reçues d'avance

	2017	2016
Solde au 1er janvier	239 113 633,00	71 588 827,24
Encaissements de la période	709 595 429,10	513 572 759,88
Virées en produits	-681 244 204,47	-334 503 866,12
Remboursement de fonds		-386 088,00
Virées en subventions d'équipement différées		-11 158 000,00
Solde au 31 décembre	267 464 857,63	239 113 633,00

Produits de la période – Répartition par projets/activités

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
LCA	194 195 998,84	191 682 774,28
PISCCA	138 000 000,00	
PJPP	72 855 113,88	9 170 434,25
TRAP	71 030 906,59	
FCIL	54 568 687,85	
PROPFR	51 874 999,97	
PRODECID	44 567 492,40	
PAGE	26 775 000,00	
WLCA	16 883 004,93	
OCCRP	10 313 000,01	
DON	180 000,00	
Autres projets/activités		15 514 228,55
CAJAC		2 562 121,18
CAPS		
IPC 2016		11 304 972,51
ONUUC		16 144 774,08
PBGCD		20 648 845,00
PCBM		18 110 453,48
RGMF		13 807 500,00
TEBTS		39 126 868,00
	<u>681 244 204,47</u>	<u>338 072 971,33</u>

Produits de la période – Répartition par nature

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Subventions virées en produits	681 244 204,47	334 503 866,12
Quote part des subventions d'investissement virées au résultat		3 569 105,21
	<u>681 244 204,47</u>	<u>338 072 971,33</u>

5. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Banque et caisse

La trésorerie se ventile comme suit :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Banques en ariary	85 645 765,70	92 724 777,63
Banques en devises	17 441 575,53	251 095,50
Caisse	307 382,20	44 473,20
	<u>103 394 723,43</u>	<u>93 020 346,33</u>

Encaissements reçus

Les encaissements reçus des bailleurs de fonds et d'autres produits se répartissent comme suit :

Objet de notre rapport
 N° 1632A / 19 / 31 / RKR
 Du 20/05/19
 Rada KASOTUBE
 Expert Comptable et Fiscalier
 Im. 101, rue 101, 101, 101

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Subventions reçues (Note 4)	709 595 429,10	513 572 759,88
LCA	194 195 998,84	
PIPP	72 855 113,88	
TRAP	71 030 906,59	
PNUD	71 000 000,00	
TJ-S Berlin	69 847 754,00	257 413 281,98
Prodécid GIZ	44 567 492,40	20 648 845,00
WLCA	43 615 113,20	
PROFFR	43 054 410,00	
PISSCA Ambassade de France	35 000 000,00	103 000 000,00
WWF	33 237 292,00	
Page GIZ	15 113 751,24	42 280 000,00
OCCRP	10 313 000,01	
FCIL	5 584 596,94	48 984 090,91
Autres Bailleurs	180 000,00	
Ambassade Royaume Uni		29 555 481,48
US Embassy		11 691 060,51
Autres produits	5 404 623,00	
	<u>715 000 052,10</u>	<u>513 572 759,88</u>

6. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Compte d'attente	47 247 854,25	
Impôts recouvrables sur des tiers	15 825 136,70	20 134 976,16
Organismes sociaux	6 544 190,36	8 746 341,10
Fournisseurs de biens et services	5 664 001,00	9 679 716,00
Rémunérations dues au personnel	4 321 160,38	2 063 493,72
Créditeurs divers		10 774 993,97
	<u>79 602 342,69</u>	<u>51 399 520,95</u>

7. COTISATIONS

Les cotisations perçues des membres se présentent comme suit :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Au titre de la période	190 000,00	220 000,00
Régularisation		250 000,00
Adhésion nouveaux membres	70 000,00	40 000,00
	<u>260 000,00</u>	<u>510 000,00</u>

8. CONSOMMABLES

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Fournitures et consommables	16 838 758,00	8 120 978,00
Achats non stockés de matières et fournitures	5 678 290,00	2 685 702,00
Achats matériel equipem. travaux	1 063 700,00	
Eau et électricité	239 000,00	757 728,00
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats	188 960,00	
Achats de marchandises	45 470,00	
	<u>24 054 178,00</u>	<u>11 564 408,00</u>

Objet de notre rapport
N° 16324/19/JE/RRR
Du 20/05/19
Rade RAKOTYBE
Expert Comptable Titulaire
Inventaire, Bilan, Liens, etc.

9. SERVICES EXTÉRIEURS

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Déplacements, missions et réceptions	287 274 777,76	88 967 057,94
Locations	60 487 100,00	35 012 400,00
Publicité, publication, relations publiques	56 662 809,80	32 202 685,20
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	42 686 905,00	120 229 791,18
Frais postaux et de télécommunications	9 056 935,68	8 812 838,60
Personnel extérieur à l'entreprise	10 145 050,00	6 571 600,00
Services bancaires et assimilés	8 701 125,81	2 224 220,39
Sous-traitance générale	8 203 300,00	1 400 000,00
Documentation et divers	3 232 179,60	
Charges locatives et charges de copropriété	2 694 433,00	
Entretien, réparations et maintenance	1 644 300,00	938 400,01
Transports biens & collectifs	1 546 000,00	
Primes d'assurances	471 933,00	
Cotisations et divers		657 892,00
	<u>492 806 849,65</u>	<u>297 016 885,32</u>

10. CHARGES DU PERSONNEL

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Rémunérations du personnel	193 418 167,07	133 823 895,97
Cotisations aux organismes sociaux	21 563 295,52	16 103 863,62
	<u>214 981 462,59</u>	<u>149 927 759,59</u>

Objet de notre rapport
 N° 1632 A / 19 / JL / PRR
 Du 20/05/19
 René RAKOTOBE
 Directeur Général Adjoint
 Directeur Général Adjoint

11. ETAT DES CHARGES PAR DESTINATION

L'état des charges par destination se présente comme suit :

Intitulé	LCA	PCRM	NGMF	TERTS	DEPP	QMC	PROCCO	AGOR	GNIS	AUTRES	TOTAL 2016
Amortissement	5 368 733,00	578 000,00	148 300,00	400 300,00	160 490,00	388 138,30	2 493 335,80	760 000,00	1 022 442,00	1 803 290,00	24 304 130,00
Dotations	7 453 900,00	728 000,00		4 745 348,00	602 000,00	8 150 000,00	12 292 000,00		1 122 920,00	2 493 000,00	63 181 330,00
Recherche et développement	20 701 500,00	2 488 100,00			554 800,00	49 000,00			58 456,50	43 800,00	1 944 313,00
Autres charges	812 488,50				46 460,00				800 000,00	758 156,88	1 385 935,00
Dotations	2 828 500,00	400 000,00							2 428 500,00	5 545 000,00	10 145 000,00
Recherche et développement	2 828 500,00	2 938 300,00	4 140 000,00	105 300,00	3 250 000,00	844 486,00	1 208 450,00	1 511 410,00	853 500,00	1 501 800,00	15 462 800,00
Autres charges	2 533 250,00	13 724 200,00	2 552 000,00	2 947 900,00	410 100,00	444 486,00	1 208 450,00	710 000,00	283 500,00	60 000,00	28 224 272,00
Dotations	260 000,00	335 000,00	1 706 890,00	8 144 238,00	13 697 420,00	23 336 180,00	46 331 800,00	60 000,00	11 803 100,00	29 068 000,00	9 036 935,00
Autres charges	92 758 109,76	4 507 500,00	238 000,00	343 200,00	503 500,00	220 200,00	552 500,00	132 000,00	21 500,00	154 200,00	8 781 125,00
Dotations	1 402 891,71	28 500,00	24 242,88	17 500,00	503 500,00	67 300,00	552 500,00	9 400,00	21 112,00	33 200,00	214 861 480,00
Autres charges	22 802 854,30	11 240 420,00	3 498 240,00	2 600 000,00	8 598 000,00	42 500 000,00	1 007 441,00	2 371 329,00	3 100 000,00	22 923 600,00	310 000,00
Charges financières	32 310,00	8 000,00								64 267,00	4 900 000,00
Dépenses des amortissements	194 149 000,00	27 600 000,00	10 300 000,00	20 000 000,00	24 570 550,00	73 608 800,00	20 557 400,00	6 412 800,00	18 742 900,00	42 232 800,00	21 030 900,00
Total charges	194 149 000,00	27 600 000,00	10 300 000,00	20 000 000,00	24 570 550,00	73 608 800,00	20 557 400,00	6 412 800,00	18 742 900,00	42 232 800,00	21 030 900,00
Autres											
ACTIVITES											
ACTIVITES											
TOTAL 2016	13 564 480,00	1 480 000,00	32 012 400,00	938 000,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00
	1 480 000,00	32 012 400,00	938 000,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00
	32 012 400,00	938 000,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00
	938 000,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	938 000,00
	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	6 571 000,00
	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	11 731 000,00
	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	121 364 241,00
	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	32 262 600,00
	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	8 644 100,00
	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	20 620 700,00
	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	9 612 000,00
	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	1 480 000,00
	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	32 012 400,00
	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	6 571 000,00
	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	11 731 000,00
	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	121 364 241,00
	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	32 262 600,00
	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	8 644 100,00
	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	20 620 700,00
	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	9 612 000,00
	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	1 480 000,00
	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	32 012 400,00
	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	6 571 000,00
	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	11 731 000,00
	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	121 364 241,00
	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	32 262 600,00
	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	8 644 100,00
	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	20 620 700,00
	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	9 612 000,00
	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	1 480 000,00
	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	32 012 400,00
	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	6 571 000,00
	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	11 731 000,00
	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	121 364 241,00
	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	32 262 600,00
	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	8 644 100,00
	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	20 620 700,00
	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	9 612 000,00
	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	1 480 000,00
	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	32 012 400,00
	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	6 571 000,00
	11 731 000,00	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	11 731 000,00
	121 364 241,00	32 262 600,00	8 644 100,00	20 620 700,00	9 612 000,00	1 480 000,00	32 012 400,00	6 571 000,00	11 731 000,00	121 364 241,00	121 364

12. PARTIES LIÉES

L'Assemblée Générale

Elle est constituée par les membres de l'Association.

Suivants les statuts, l'Assemblée Générale est principalement chargée de définir et arrêter les orientations et stratégies à mettre en œuvre, ainsi que d'approuver la situation morale et financière de l'Association, elle se réunit au moins une fois par an.

Le statut de membre de l'Assemblée Générale est bénévole et ne fait l'objet d'aucune rémunération ni indemnité. Toutefois, les frais de missions des membres sont pris en charge selon les procédures internes en vigueur. Ces prises en charge ne constituent pas des rémunérations et interviennent dans le cours normal de l'activité de l'Association.

Le Comité Directeur

Il est composé d'au moins 3 membres désignés par l'Assemblée Générale pour un mandat de deux (2) ans renouvelables une fois.

Ce comité est chargé d'assurer la gestion de l'Association et jouit vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association et faire autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Les membres du Comité Directeur sont les personnes suivantes en 2017 :

Nom		2017	2016
M. Alex RAFAMATANANTSOA	Président	X	X
M. Solofo RAKOTOSEHENO	Trésorier	X	X
M. Herizo RABARY	Conseiller	X	X
M. Sata Johary	Conseiller	X	X
Mme Yveline RAKOTONDRAMBOA	Déontologue	X	X

Le statut de membre du Comité exécutif est bénévole et ne fait l'objet d'aucune rémunération ni indemnité. Toutefois, les frais de missions des membres sont pris en charge selon les procédures internes en vigueur. Ces prises en charge ne constituent pas des rémunérations et interviennent dans le cours normal de l'activité de l'Association.

En cas d'insuffisance de la trésorerie, les membres du Comité Directeur avancent des fonds pour payer les dépenses de fonctionnement.

Transparency International

En tant que section nationale membre à part entière, TI-IM participe à l'Assemblée Générale de Transparency International tous les ans.

Durant l'exercice, TI-Berlin a transféré à TI-IM en tant qu'entité accréditée des subventions de 63 194,68 Euros équivalent à 221 181 381,73 MGA contre 57.100 Euros équivalent à 195 876 696,50 MGA en 2016.

13. IMPÔT SUR LES REVENUS

Étant une Association à but non lucratif, TI-IM ne paie pas d'Impôts sur les Revenus. Toutefois, elle est tenue selon la Loi de retenir à la source et de reverser les impôts de son personnel salarié.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les seuls risques financiers auxquels est exposé l'Association sont les risques de change au niveau des comptes-courants bancaires en monnaie étrangère. Ces risques résident dans la traduction en Ar de ces compte-courants au taux de clôture à la date du bilan. Ce risque est considéré comme minimal aussi l'Association n'a pas mis en place un dispositif de couverture financière y afférent.

15. EVENTUALITÉS

Les risques et pertes éventuels sont essentiellement liés aux obligations légales que l'Association aurait éventuellement involontairement omises de respecter en raison d'un environnement général juridique et administratif encore peu sécurisant (difficulté d'accès aux textes, caractères flou et souvent inadapté au contexte des dispositions légales en vigueur etc). Ces risques et pertes éventuels ne sont pas mesurables.

Dans un contentieux en cours de l'exercice précédent, le tiers concerné réclame un montant significatif à TI-IM. Les négociations sont en cours.

Les autres risques et pertes éventuels ne sont pas mesurables.

16. SOURCES PRINCIPALES D'INCERTITUDE DANS LES ÉVALUATIONS

Ces états financiers n'ont pu être mis correctement en conformité avec le cadre conceptuel du Plan Comptable Général 2005 (PCG 2005) au plan de l'exhaustivité (Art. 122-4) des informations qu'ils contiennent, aussi bien au niveau des montants que de la liste des informations à fournir, ainsi qu'en ce qui concerne l'indépendance des exercices (Art. 123-1). Cette situation est due notamment au fait que l'Association n'est pas soumise à des mesures adéquates de contrôle interne destinées à surveiller la régularité et la sincérité des enregistrements comptables et des comptes annuels qui en résultent.

17. JUGEMENTS

À l'exclusion des jugements qui impliquent des estimations, lors de l'application des méthodes comptables de l'Association, le Comité Directeur a fait les jugements suivants qui ont un impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Continuité d'exploitation

En dépit de la situation négative des fonds propres, les membres du Comité Directeur juge, en considération d'une pratique constante des membres qui consiste à apporter leurs aides à l'association lors des situations difficiles liées à l'absence de financement, jugent qu'en date de l'approbation des présents états financiers, l'hypothèse de la continuité de l'exploitation sur un avenir prévisible reste valable.

Subventions

Malgré les sources principales d'incertitudes dans les évaluations (Note 16), le Comité Directeur juge que les subventions comptabilisées en produits dans l'état de la performance financière sont pertinentes et fiables.

Objet de notre rapport
N° 1632A/19/JL/PKR
Du 20/02/19
Rég. DIRECTOIRE
Expert-Comptable et Financier
Membre de l'Ordre

18. APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS

Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité du Comité Directeur de l'Association, l'Assemblée Générale a autorisé leur publication, le _____

Selon les statuts de l'Association, l'Assemblée Générale a le droit de redresser les comptes publiés.

Objet de notre rapport
N° 1632 A/D/19/IL/RRR
Du 20/05/19
Rado KROTOBE
Président du Comité de Financier
de l'Ordre